



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

RENFORCER LA COORDINATION SÉCURITÉ-JUSTICE POUR LUTTER CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE

17 octobre - 10 novembre 2021
PROGRAMME D'ÉTUDES VIRTUEL

BIOGRAPHIES

DIRECTION

Mme Kate Almqvist Knopf occupe depuis juillet 2014 le poste de directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), un établissement universitaire relevant du Département de la défense américain. Établi par le Congrès des États-Unis pour l'étude des problèmes de sécurité liés à l'Afrique, le centre est un espace de recherche bilatérale et multilatérale, de communication et d'échange d'idées. Il se veut être une source objective d'analyse stratégique sur les problèmes sécuritaires contemporains et futurs pour les professionnels du secteur de la sécurité, les décideurs politiques, les universitaires et les membres de la société civile africains, de même que les partenaires internationaux.

Madame Knopf a consacré la majeure partie de sa carrière à étudier la corrélation entre la sécurité et le développement en Afrique. De 2001 à 2009, elle a occupé plusieurs postes de direction à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Elle fut notamment administratrice adjointe pour l'Afrique, directrice de la mission au Soudan, administratrice assistante adjointe pour l'Afrique, assistante spéciale et conseillère politique principale de l'administrateur.

Madame Knopf a aussi été conseillère principale à l'Initiative de gestion des crises (CMI), une organisation de médiation des conflits fondée par l'ancien président finlandais et lauréat du prix Nobel Martti Ahtisaari et chercheuse associée au Center for Global Development. Avant de rejoindre la fonction publique fédérale, Madame Knopf fut secrétaire générale de la Massachusetts Turnpike Authority et du bureau exécutif responsable de l'administration et des finances du Commonwealth du Massachusetts. Elle a commencé sa carrière à World Vision, une organisation non gouvernementale internationale.

Madame Knopf est titulaire d'une maîtrise en relations internationales avec spécialisation en études africaines et gestion des conflits de l'École Paul Nitze de hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC, et d'une licence en relations internationales de l'Université Johns Hopkins à Baltimore, MD.

Dr. Luka Kuol est le doyen académique du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. En tant que Doyen, le Dr Kuol dirige les programmes et la planification des programmes. Il est spécialisé dans le développement de la stratégie de sécurité nationale, le développement de la sécurité et les réformes du secteur de la sécurité. Il mène actuellement des recherches sur les

liens entre migration, sécurité alimentaire, conflits et jeunesse en Afrique ; le lien entre les dépenses militaires, le professionnalisme militaire, la sécurité humaine, le développement et les conflits en Afrique ; et la dévolution du lien de développement de la sécurité au niveau national en Afrique.

Le Dr Kuol est membre de l'Institut de recherche de la paix d'Oslo et membre du Rift Valley Institute. Il est également Ambassadeur des Anciens élèves du Soudan du Sud de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni.

Avant de rejoindre le CESA, le Dr Kuol a été directeur du Centre pour la paix et les études sur le développement (« Centre for Peace and Development Studies ») et professeur agrégé d'économie au Collège d'Études sociales et économiques (« College of Social and Economic Studies ») de l'Université de Juba au Sud-Soudan. Il était également enseignant de la Faculté d'économie et de développement rural de l'Université de Gezira au Soudan. Il a été membre du Centre Carr pour la politique des droits de la personne à la Harvard Kennedy School et membre invité à l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») au Royaume-Uni. Il a été ministre des affaires présidentielles pour le Gouvernement du Sud-Soudan et Ministre national des affaires du Cabinet pour la République du Soudan. Il a également travaillé comme économiste principal pour la Banque mondiale au Sud-Soudan.

Il a obtenu son diplôme avec honneur de la Faculté d'économie et d'études sociales de l'Université de Khartoum, un M.A. en économie, un M.B.A. de l'Université catholique de Louvain, en Belgique, et un doctorat de l'Institut des études sur le développement (« Institute of Development Studies ») de l'Université du Sussex.

Dr Catherine Lena Kelly est professeure associée chargée de superviser le portefeuille du CESA sur la justice, la primauté du droit et la gouvernance et d'intégrer ces considérations dans les programmes universitaires, la recherche et la sensibilisation. Son travail est axé sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'état de droit et la stabilisation, ainsi que la criminalité transnationale organisée.

Avant de rejoindre le CESA, Dr Kelly a été conseiller auprès de l'Initiative de l'Etat de Droit de l'Association du Barreau américain, où son travail l'a conduite au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo, et au Rwanda. Elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie en tant que boursière post-doctorale à l'Université de Washington à St. Louis (« Washington University in St. Louis »). Au Foreign Service Institute du département d'État, Dr Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique occidentale et co-enseigné les modules gouvernance et religion au cours des Area Studies. Elle a reçu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse Mellon/American Council of Learned Societies, une subvention du Centre de Recherche Ouest-Africaine (CROA), plusieurs bourses de l'Université Harvard, et deux bourses du Département de l'éducation des États-Unis en langues étrangères et études régionales pour la langue wolof et pour ses recherches doctorales au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de nombreuses publications dans des revues politiques et universitaires.

La Dr Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en science politique de Harvard University, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (avec spécialisation en Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université Libre de Bruxelles et d'une licence (B.A.) avec mention très bien de Washington University à Saint-Louis.

ANIMATEURS (en ordre alphabétique)

M. Nathaniel Allen est chargé de cours d'études de sécurité, dédié à la supervision de la programmation universitaire du CESA sur la cybersécurité et les opérations de soutien de la paix, et à l'intégration de ces considérations dans la recherche et la sensibilisation du Centre. Son travail se concentre sur les relations civilo-militaires, les partenariats de sécurité régionaux, les efforts de contre-insurrection et la guerre non conventionnelle. Avant de rejoindre le CESA, monsieur Allen était conseiller politique au sein du groupe de travail sur l'extrémisme dans les États fragiles de l'Institut des États-Unis pour la paix. Il a également travaillé au Bureau des opérations de conflit et de stabilisation du Département d'État américain, pour les affaires étrangères et les comités des services armés de la Chambre des représentants des États-Unis, et avec NORC au Département des projets internationaux de l'Université de Chicago. Les recherches de monsieur Allen ont été publiées dans des revues et journaux politiques de premier plan. Il a reçu des bourses de l'American University, de la Robertson Family Foundation et de l'Institut des États-Unis pour la paix, où il était un boursier de la Williams Jennings Randolph Peace 2016-2017. Monsieur Allen est titulaire d'un doctorat en relations internationales et en études africaines de l'École des hautes études internationales de la Johns Hopkins University, une maîtrise en études du développement de la Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton et une licence en science politique du Swarthmore College.

Dr. Anouar Boukhars est professeur de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Dr. Boukhars travaille en étroite collaboration avec les dirigeants du secteur de la sécurité des gouvernements africains et des organisations non gouvernementales à l'élaboration et à la mise en œuvre d'activités et de programmes liés à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Ses recherches portent sur la dynamique de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique.

Avant de se joindre au CESA, Dr. Boukhars a été boursier non résident du programme Moyen-Orient de la Fondation Carnegie pour la paix internationale et professeur agrégé en relations internationales au Collège McDaniel. Il a siégé à plusieurs conseils et comités consultatifs sur le Sahel et l'Afrique du Nord, notamment au Réseau africain pour la consolidation de la paix du Conseil de recherches en sciences sociales. D'août 2015 à juillet 2017, Dr. Boukhars a travaillé à l'Institut d'études sur la paix et la sécurité à Addis-Abeba, en Éthiopie, en tant que facilitateur principal de son programme phare, le Executive Masters in Managing Peace and Security in Africa. Ses recherches ont été publiées dans de nombreuses publications politiques et revues universitaires de premier plan. Il effectue régulièrement des travaux sur le terrain en Afrique et consulte fréquemment l'Union africaine, la Banque mondiale, les Nations Unies, le département d'État américain et les gouvernements européens.

Dr. Boukhars est titulaire d'un doctorat en études internationales de la Old Dominion University de Norfolk, en Virginie, d'une maîtrise en sciences humaines appliquées de

l'Université Al Akhaweyn d'Ifrane, au Maroc, et d'un baccalauréat en littérature anglaise de la Ibn Tofail University de Kenitra, au Maroc.

M. Martin Ewi est coordinateur technique du projet ENACT (Enhancing Africa's Response to Transnational Organized Crime, en français Renforcer la capacité de l'Afrique à répondre plus efficacement à la criminalité transnationale organisée) à l'Institut d'études de sécurité (ISS) de Pretoria, en Afrique du Sud. À ce titre, il mène des recherches et des analyses, coordonne et gère les cinq observatoires régionaux de la criminalité organisée en Afrique, surveille les tendances, émet des recommandations et fournit une formation et une assistance technique.

Précédemment, il a été chercheur principal à l'ISS dans les domaines du terrorisme, de la lutte contre le terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique. Avant de rejoindre l'ISS en 2010, Martin a également été chargé des affaires politiques à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à La Haye et responsable de l'unité de sécurité stratégique de l'Union africaine et de l'analyse antiterroriste.

Dr. Mehari Taddele Maru est actuellement professeur à temps partiel au Centre de Politique Migratoire et Coordinateur Académique du programme des jeunes leaders africains à l'École de Gouvernance Transnationale et à l'Institut Universitaire Européen de Florence, en Italie. Il est également expert principal au sein du Mercator Dialogue on Asylum and Migration.

Le professeur Mehari est également membre de l'Institut d'Etudes Comparatives d'Intégration Régionale de l'Université des Nations unies (UNU-CRIS), à Bruges, en Belgique.

Diplômé des universités de Harvard et d'Oxford, le professeur Mehari est titulaire d'un DLS/PhD en sciences juridiques de l'Université JL Giessen, en Allemagne, d'un MPA de Harvard, d'un MSc de l'Université d'Oxford et d'un LLB de l'Université d'Addis-Abeba.

Avec plus de 20 ans d'expérience de gestion et de travail professionnel dans des organismes multilatéraux, il allie l'excellence de la recherche à une connaissance approfondie des systèmes multilatéraux. Jusqu'à récemment, le Dr Mehari était membre du comité technique du forum de haut niveau sur la sécurité de Tana (calqué sur le Forum de Munich sur la sécurité pour l'Afrique, auquel il est uniquement lié), et il a travaillé en tant que Coordinateur du Programme de Migration de l'UA et expert juridique à la Commission de l'Union africaine (CUA). Le Dr Mehari a également été Stratège en Chef, Rédacteur Juridique et Expert Principal en matière de migration au sein de l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD). Il a été Chef de Programme pour la prévention des conflits et l'analyse des risques à l'Institut d'Etudes de Sécurité (IES) et Directeur de la Réforme Universitaire à l'Université d'Addis-Abeba, en plus d'être membre du Sénat et du Comité d'Orientation de l'université.

PANÉLISTES (en ordre alphabétique)

M. Raouf Farrah est Analyste Principal à l'Initiative Mondiale contre la criminalité transnationale organisée. Il s'intéresse aux migrations et aux économies illicites en Afrique du Nord et au Sahel. Raouf a publié de nombreux articles sur divers sujets liés à la région du

Sahara et du Sahel, notamment la contrebande et le trafic d'êtres humains, la sécurité et les conflits, et la criminalité transnationale organisée. Parmi ses publications récentes, citons « Algeria's migration dilemma : human smuggling and trafficking in southern Algeria » (2020) et « After the Storm : Organized crime across the Sahel-Sahara following the upheaval in Libya and Mali » (2019). Il travaille actuellement sur la dynamique de la traite des êtres humains dans les centres de détention libyens.

Raouf intervient régulièrement dans des forums internationaux et s'engage dans des projets de collaboration avec des organisations internationales telles que le PNUD, l'Union Africaine, l'OCDE, l'Institut d'Etudes de Sécurité et la Banque Mondiale. Avant de rejoindre l'Initiative Mondiale, Raouf était l'Analyste Principal pour l'Afrique au SecDev Group, une société de conseil en risques géopolitiques et numériques basée au Canada. Il a travaillé en tant qu'Analyste Principal des Risques pour Marsh and McLennan, un groupe mondial de conseil et de stratégie d'entreprise.

Raouf est titulaire d'un baccalauréat en mathématiques (actuariat), d'un deuxième baccalauréat en philosophie et politique de l'Université de Montréal et d'une maîtrise en mondialisation et développement international d'Ottawa. Raouf est né et a grandi en Algérie et a vécu sur trois continents, et il est basé à Tunis.

Mme. Samira Gaid est la Directrice Exécutive de l'Institut Hiraal. Samira est une analyste régionale et de la sécurité avec une vaste expérience en Somalie et dans la Corne de l'Afrique. Elle a été l'ancienne Conseillère Spéciale du Premier Ministre de la République Fédérale de Somalie, S.E. Hassan Ali Khaire, de mai 2017 à juillet 2020. Elle a dirigé les vastes efforts de transformation et de réforme du secteur de la sécurité en Somalie, l'une des principales priorités du pays.

Pendant son mandat, Samira a supervisé la réforme de la paie pour toutes les forces de sécurité nationales somaliennes, ce qui a permis de renforcer la responsabilité et les performances des forces. D'autres initiatives de réforme menées par Samira ont porté sur la direction des forces de sécurité et les procédures de gestion financière. Samira a une grande expérience du travail tant dans le secteur public que dans les organisations internationales et a joué un rôle déterminant dans les réformes sécuritaires et économiques mises en œuvre par le Premier Ministre de l'époque.

Avant d'être nommée Conseillère Principale en matière de sécurité auprès du Premier Ministre somalien en 2017, Samira a travaillé avec la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en tant que Conseillère Spéciale auprès du Représentant Spécial du Président de la Commission dans des fonctions similaires. Elle est récemment diplômée de la National Defense University aux États-Unis, où elle a obtenu une maîtrise en études de sécurité stratégique avec une spécialisation en guerre irrégulière.

Dr. Mutoy Mubiala est un professeur associé de droit à l'Université de Kinshasa qui a passé une grande partie de sa carrière (1994-2019) à travailler comme spécialiste des droits humains au sein du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains. Au sein du HCDH, il a occupé divers postes de responsabilité et a notamment contribué à la création du Centre des Nations Unies pour les droits humains et la démocratie basé en Afrique centrale, dont il a été le

premier directeur de mars 2001 à mars 2002. Il a participé à plusieurs commissions d'enquête des Nations Unies et possède plus de 25 ans d'expérience dans de multiples juridictions en matière de programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique au niveau des praticiens, des stratégies et des politiques.

Le Dr Mubiala continue d'enseigner le droit international, le droit de la fonction publique internationale, ainsi que les droits humains dans des programmes et écoles prestigieux, tels que l'Institut international des Droits Humains (Strasbourg) et l'École nationale d'administration (Paris). Le Dr Mubiala est également l'auteur de cinq livres et de plus de cent cinquante articles, dont plusieurs publications sur le trafic d'armes en Afrique occidentale et centrale et les réponses régionales. Il est spécialisé dans le droit international public, les droits humains internationaux, le droit pénal international et le droit humanitaire international.

Il est titulaire d'un doctorat de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Université de Genève, Suisse.

Commandant Abebe Muluneh est le directeur du programme du secteur de la sécurité de l'IGAD. Auparavant, il a été officier de police dans la République fédérale démocratique du service de police éthiopien entre 1989 et 2006. Il a servi à l'Ethiopian Police College où il a occupé différentes fonctions : instructeur, cadre moyen et cadre supérieur. Il a été formé au maintien de l'ordre en Éthiopie, en Allemagne, aux États-Unis (Académie nationale du FBI) et en Turquie.

Il est titulaire d'une licence en sciences politiques et relations internationales (PSIR) de l'université d'Addis-Abeba (AAU), d'une maîtrise en relations internationales (AAU), d'une maîtrise en gestion de la paix et de la sécurité en Afrique (AAU) et d'un diplôme d'études supérieures sur la paix et la sécurité en Afrique (Uppsala, Suède).

Depuis février 2006, il a rejoint l'IGAD en tant que (1) coordinateur principal de la formation à la lutte contre le terrorisme et (2) directeur du programme du secteur de la sécurité de l'IGAD (IGAD SSP), qui est responsable (a) de la lutte contre le terrorisme, (b) de la sécurité maritime, (c) de l'endigement de la criminalité transnationale organisée et (d) du renforcement des capacités des institutions de sécurité. Il a effectué des recherches sur « l'impact du terrorisme sur les relations de l'Éthiopie avec les pays voisins », a publié un livre intitulé « The proliferation of Illicit small arms and light weapons in the Horn of Africa » (la prolifération des armes légères et de petit calibre illicites dans la Corne de l'Afrique) aux éditions Lambert Academic en Allemagne, et a conçu et publié le manuel de formation de l'IGAD sur la lutte contre le terrorisme. En outre, il possède une riche expérience diplomatique auprès d'organisations régionales et internationales. Il a fait deux rapports au Comité des sanctions du CSNU sur l'Érythrée et la Somalie.

Le capitaine Jamel Ben Omrane est le surintendant de l'Académie navale tunisienne. Il est originaire de Bizerte, en Tunisie. Il est diplômé en 1989 de l'Académie navale tunisienne en tant qu'officier de quart de surface. Il a obtenu le diplôme de l'école d'état-major de Tunisie en 2002 et celui de l'école de guerre en 2008. Il est également titulaire d'un master en études de sécurité stratégique du College of International Security Affairs (NDU, Washington DC). En 2021, il a suivi les cours de l'Institut de défense nationale tunisien.

Ben Omrane a servi dans différents types de moyens navals tunisiens ; il a en outre commandé plusieurs unités de patrouille et une corvette à missiles rapides. Parmi ses précédentes affectations opérationnelles majeures, il a notamment commandé la 10e division de patrouilleurs, puis dirigé l'escadron de patrouilleurs hauturiers. En tant qu'officier d'état-major, Ben Omrane a dirigé le bureau des opérations et du renseignement au quartier général de la marine. Parmi les postes à terre qu'il a occupés précédemment, on peut citer le poste de capitaine de frégate de la base navale principale de Sfax, le poste de capitaine de frégate du district sud de la marine tunisienne, puis du district nord, avant d'être affecté au poste de directeur de l'Académie navale. Il a également une grande expérience dans le domaine de l'enseignement et de la supervision de mémoires et de thèses de fin d'études dans divers établissements de formation militaire à différents niveaux (écoles d'état-major et de guerre, école des cours avancés de la marine). Ben Omrane est décoré de la médaille du mérite militaire.

M. Brice Severin Pongui est avocat au barreau de Brazzaville et médiateur au Centre de médiation et d'arbitrage du Congo (République du Congo) ainsi que consultant pour le programme international du service forestier américain en République du Congo, dans le cadre d'un projet de lutte contre l'exploitation forestière illégale en République du Congo, au Cameroun et au Gabon. Depuis 2009, il est avocat (conseil et avocat) et consultant et formateur dans de nombreux domaines du droit, notamment le droit de l'environnement, le droit maritime, le droit des contrats, le droit administratif, le droit de la propriété intellectuelle, le droit foncier, le droit de l'aménagement du territoire, le droit pénal, le droit immobilier, et la faisabilité juridique des projets d'investissement. Il est également le président honoraire du Green Brain Institute 2063, une ONG qui travaille à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

M. Pongui est titulaire d'une maîtrise en environnement et territoire dans le domaine du droit, de l'économie et de la gestion de l'environnement, du droit international et de la spécialité comparative environnementale de l'Université de Limoges en 2007. Il est également diplômé de l'Université publique du Congo et de l'École nationale d'administration et de la magistrature (ENAM).

Depuis 2009, il est consultant en droit et politique de l'environnement et du développement durable. Il a travaillé comme consultant ou expert associé dans plusieurs missions juridiques, de communication, de formation et de planification stratégique pour plusieurs organisations du système des Nations Unies, le gouvernement, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les centres de recherche, les institutions de formation, les bureaux d'études, y compris ceux spécialisés dans les évaluations environnementales.

Il est également membre de la Commission du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), de la Société française de droit de l'environnement et du Réseau africain francophone des juristes de l'environnement.

Dr Tarek Sharif est actuellement le Directeur Exécutif d'AFRIPOL. Il est spécialiste de la dynamique des relations internationales et de la résolution des conflits. Il a travaillé pendant les vingt-deux dernières années avec des organisations internationales sur des questions liées à la

défense, au désarmement et aux menaces de sécurité transnationales. Il est titulaire d'un Doctorat en Relations Internationales de l'Université de Reading, au Royaume-Uni.